

10 LE PROGRAMME DE LA DROITE POUR 2017

LA MISE AU PAS DES FONCTIONNAIRES

► CE QUE VEUT FAIRE LA DROITE ◀

« Il faut (...) sortir du statut de fonctionnaire généralisé. Je propose de limiter le statut de la fonction publique à quelques fonctions régaliennes, la magistrature par exemple. »

Nathalie Koscisuko-Morizet

« Je propose la suppression du statut de la fonction publique territoriale. Car je considère qu'il ne correspond à aucun motif d'intérêt général. »

Bruno Le Maire

La droite veut sonner le glas de l'indépendance des fonctionnaires, garantie par leur statut.

L'indépendance est pourtant l'assurance d'avoir des agents compétents, qui mettent en œuvre les politiques publiques au nom de l'intérêt général et non sous la menace de licenciement arbitraire. C'est pour cela que le statut a été créé il y a 70 ans.

La droite invoque une flexibilité indispensable. Mais cette flexibilité est bien davantage une insécurité, qui doit servir à la fois leur obsession des coupes budgétaires et leur désir de disposer d'une fonction publique entièrement à son service plutôt qu'au service du public. Avec pour conséquence une qualité de service public dégradée. Prélude à la privatisation ?

► POUR VOUS CE SERAIT ◀



►► LE BOUC ÉMISSAIRE:
DES FONCTIONNAIRES HUMILIÉS

Licenciements facilités, alignement sur le privé, augmentation du temps de travail et recul de l'âge de la retraite : les fonctionnaires ne sont considérés que comme un poids. Pour la droite, des services indispensables comme l'hôpital public, l'éducation ou la sécurité, qui nécessitent continuité et compétence, sérénité et engagement, peuvent être balayés d'un revers de main.



►► LA PRÉCARITÉ DES FONCTIONNAIRES:
LE CONTRAT À LA PLACE DU STATUT

La droite veut privilégier le recrutement de contractuels et promettre la fin du statut de fonctionnaire : des situations précaires qui se substitueront à des postes à part entière.



►► DES CONTRATS DE DROIT PRIVÉ GÉNÉRALISÉS:
LE RETOUR DU CLIENTÉLISME

En supprimant les modes de sélection par concours au sein de la fonction publique, la liberté est donnée aux recrutements discrétionnaires. Les pratiques de népotisme seront réouvertes, sans aucune possibilité de contrôle ni d'évaluation objective des compétences des agents payés par l'argent public.



►► UN AFFAIBLISSEMENT
FACE À LA CORRUPTION

La protection assurée par le statut de fonctionnaire n'est pas un privilège comme le prétend la droite : c'est une garantie juridique et un cadre de valeurs qui assurent la probité de chaque fonctionnaire. Sans ce statut, chaque agent sera plus vulnérable et donc plus fragile face aux tentatives de corruption.



►► DES MESURES INEFFICACES ET CÔUTEUSES

La droite veut aligner les régimes de retraite du public et du privé, un mirage onéreux et infructueux qui se traduirait par :

28 MILLIARDS
DE BAISSÉ DE COTISATION

DANS LA FONCTION PUBLIQUE,

OU'IL REVIENDRAIT À L'ÉTAT DE COMPENSER

Afin de masquer cette aberration, Alain Juppé propose d'appliquer cette règle aux seuls nouveaux fonctionnaires : une réforme rentable dans 70 ans selon la Cour des comptes.

ILS L'ONT DÉJÀ FAIT



UN SERVICE PUBLIC DÉSTABILISÉ AVEC LA RGPP

Cauchemar des administrations, la révision générale des politiques publiques (RGPP) menée par la droite était censée s'accompagner d'une redéfinition de l'action publique, après la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux. **En réalité, elle a seulement désorganisé les services et dégradé les conditions de travail : les mêmes missions ont dû être assurées par moins d'agents.**



UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION AFFAIBLI, AVEC LA SUPPRESSION DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Entre 2007 et 2012, la droite a fait de l'Éducation nationale le laboratoire de sa politique de la fonction publique : les nouveaux enseignants ont été envoyés sans préparation devant des classes à temps complet à peine obtenu leur concours. Les postes de remplaçants ont été supprimés.

RÉSULTAT : ENTRE 2009 ET 2010

LE NOMBRE DE CANDIDATS
POUR DEVENIR



PROFESSEUR
DES ÉCOLES ÷ 2

Autant de compétences perdues, compensées par un recours aux contractuels, dont les conditions de travail et les qualifications sont évidemment différentes.



UN RECOURS ACCRU AUX CONTRACTUELS...

Sous la droite, le recours aux contractuels a fortement augmenté :

EN 2008

IL A ATTEINT

16,5%



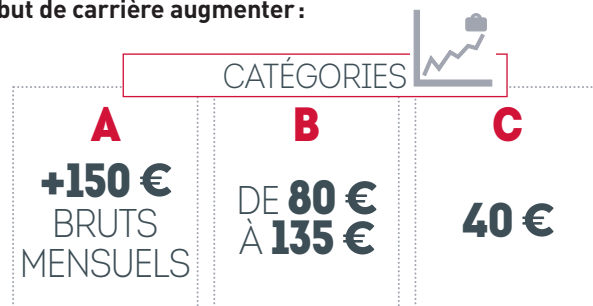
DES EFFECTIFS TOTAUX
DE LA FONCTION PUBLIQUE

CE QUE NOUS AVONS FAIT



DES CARRIÈRES PLUS INTÉRESSANTES, DES RÉMUNÉRATIONS PLUS JUSTES

Toutes les catégories ont vu le niveau de salaire de début de carrière augmenter :



Des passerelles sont créées entre les versants de la fonction publique pour **donner plus de mobilité aux agents et leur ouvrir de nouvelles possibilités.**



EXEMPLARITÉ PUBLIQUE, NEUTRALITÉ DU RECRUTEMENT

Le recrutement par concours a été réaffirmé et l'impartialité garantie par la présence d'une personne extérieure à l'employeur associée à chaque jury de recrutement. Formation des jurys à la prévention des discriminations.

La loi sur la déontologie a permis d'inscrire dans le droit de la fonction publique les **valeurs fondamentales de probité, impartialité, neutralité, laïcité et service de l'intérêt général.**



UNE MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE, RESPECTUEUSE DES MISSIONS ET DES AGENTS

À la place de la RGPP, la modernisation de l'action publique (MAP) engagée par la gauche a procédé par simplification, et par un travail mené avec les agents de la fonction publique : **cette méthode bénéficie à la fois aux usagers et aux fonctionnaires et redonne davantage de sens à leurs métiers.**